



## POUR UNE NOUVELLE DONNE

*« C'est pure folie de faire sans arrêt la même chose et d'espérer un résultat différent. »*  
Albert Einstein.

Semaine après semaine, notre pays s'enfoncé dans une crise d'une extrême gravité parce que ceux qui se succèdent aux affaires font sans arrêt la même chose en annonçant à chaque fois un résultat différent... qui n'arrive jamais.

Crise sociale, crise financière, crise écologique, crise politique... Dans tous ces domaines, nos sociétés approchent d'un point de non-retour, d'un point de basculement. Mais l'espoir est encore possible : au début de l'année 1989, beaucoup affirmaient que le mur de Berlin était encore là pour 30 ans. Dix mois plus tard il tombait ; en une nuit.

Ce sont des citoyens qui ont fait tomber le mur de Berlin.

Ce sont des citoyens qui ont mis fin à l'apartheid.

A nous aujourd'hui de reprendre la main et de décider de notre avenir.

Le mur du financiarisme et du laisser-fairisme va tomber lui aussi. La seule question est *« Dans combien de temps ? »*

*« Chacun de nous peut changer le monde, écrivait Václav Havel en décembre 1989. Même s'il n'a aucun pouvoir, même s'il n'a pas la moindre importance, chacun de nous peut changer le monde. »*

Nouvelle Donne rassemble celles et ceux qui, malgré les déceptions et bien qu'ils n'aient aucun pouvoir, ne se résignent pas au *« on a tout essayé, on ne peut rien faire »*. Toutes celles et ceux qui veulent agir pour la liberté, la dignité humaine, contre le repli sur soi et la peur de l'autre. Toutes celles et ceux qui ne se résignent pas à penser que la politique ne peut rien.

Être défaitiste c'est se condamner à regarder passer les trains sans rien faire. Un changement est à notre portée, une nouvelle donne est possible.



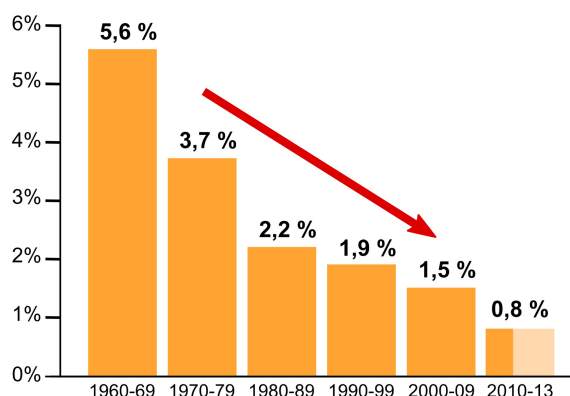


## DIRE LA VÉRITÉ

Jamais notre pays n'avait connu une crise sociale d'une telle gravité : plus de 5 millions d'inscrits à Pôle Emploi, des millions de précaires et 9 millions d'hommes et de femmes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Les partis qui se succèdent au pouvoir, au lieu de construire un nouveau modèle de développement, misent encore et toujours sur le retour de la croissance.

### La croissance en France depuis 1960

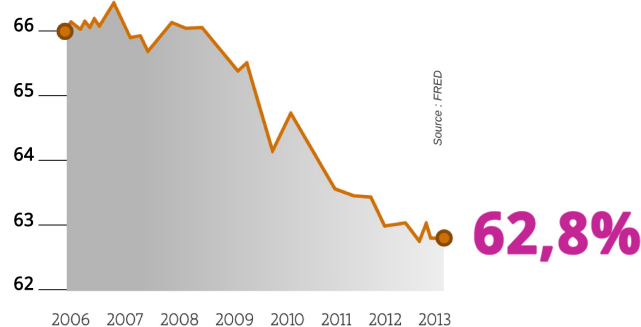


Mais qui peut encore croire que la croissance va revenir comme au temps des 30 glorieuses et qu'elle seule suffira à créer des millions d'emplois ? Et surtout, comment peut-on même encore souhaiter une croissance forte synonyme de destruction des écosystèmes et d'épuisement des ressources non renouvelables de la planète ?

Après une croissance de 0,0 en 2012, les dirigeants français en sont à se féliciter d'une croissance de 0,3 % en 2013 qui correspond en fait à un recul de 0,1 % du PIB par tête. En Allemagne, la « croissance » du PIB par tête a été de 0,0 en 2013 !

Aux États-Unis, le Président de la banque centrale avoue qu'il ne sait plus quoi faire : même en ayant créé 900 Milliards de dollars *ex-nihilo* pour financer le déficit public, il admet que les USA ne connaissent qu'une reprise en trompe l'œil : tous les mois, des centaines de milliers d'hommes et de femmes disparaissent des statistiques du chômage et tombent dans la pauvreté anonyme. Jamais le taux d'activité n'avait connu une telle dégringolade.

### Taux d'activité aux Etats-Unis





Ceux qui annoncent la fin de la crise pour bientôt font des discours de « croyance » et « d'aveuglement » dus à leur « foi » dans un système qui les a formés. Ce déni de réalité aggrave le sentiment d'impuissance et donc la crise qui s'en nourrit.

Comme le disait Jaurès, le rôle du politique est de « *chercher la vérité et la dire* ». Pour que le plus grand nombre de citoyens soient pleinement acteurs du changement.

## D'où vient la crise ?

Dire la vérité, c'est affirmer clairement que la crise vient d'un partage de plus en plus inégal des richesses. Et que ça n'est pas une fatalité. Le chômage et la précarité atteignent des niveaux tels qu'ils déstabilisent l'ensemble de la société : la peur du chômage est dans toutes les têtes et le « *Si tu n'es pas content, va voir ailleurs* » remplace toute négociation sur les conditions de travail ou les salaires. C'est ainsi que dans tous nos pays, la part qui va aux salaires dans la richesse nationale a très fortement baissé. Un nombre croissant de femmes et d'hommes n'a plus de quoi vivre dignement avec son salaire.

En trente ans, des sommes colossales qui auraient dû aller aux salariés – donc aussi aux caisses de Sécurité sociale par les cotisations et à l'État par l'impôt – sont parties vers les marchés financiers et ne reviennent jamais, sous aucune forme, vers les salariés.

Pour maintenir, malgré cela, un haut niveau de consommation, on a poussé les salariés à s'endetter et on constate maintenant que ce système ne peut plus durer.

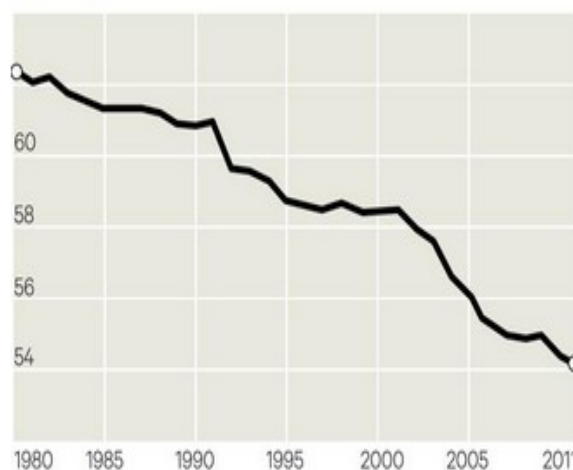
Et ce n'est pas en diminuant encore les salaires pour être un peu plus compétitif que le voisin qu'on va sortir de cette situation.

« *Aucune sortie de crise n'est à attendre tant que le chômage restera à un niveau aussi élevé et que la part des salaires restera aussi faible* », affirme l'ONU.

Pour Nouvelle Donne, **la justice sociale n'est pas un luxe** auquel il faut renoncer à cause de la crise. Au contraire : reconstruire la justice sociale tout en répondant à la crise environnementale est LE seul moyen d'en sortir. La justice sociale n'est pas une récompense de la réussite économique, elle en est la condition.

**La part des revenus du travail dans la valeur ajoutée**

Moyenne pondérée, en %



• LES ÉCHOS • / IDÉ / SOURCES : OCDE, CNUCED



## Urgence climatique

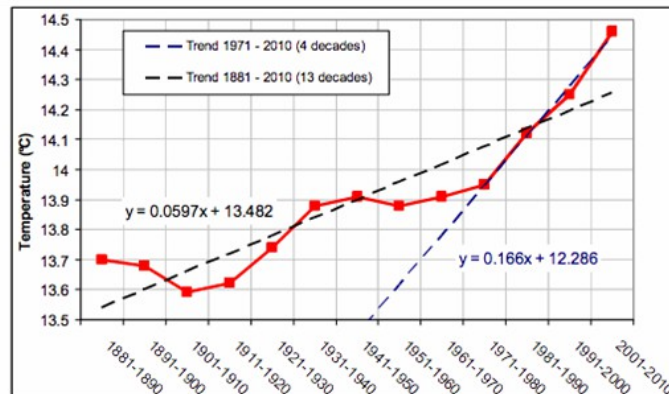


Figure 3: Temperature trends

Toutes les études montrent que le dérèglement climatique s'aggrave. Décennie après décennie, la température moyenne du globe augmente perturbant de plus en plus gravement le cycle de l'eau.

« Sécheresses, inondations, cyclones, etc. le nombre de phénomènes climatiques extrêmes a déjà **triplé en 30 ans** », affirme une étude de Munich Ré, le numéro 1 mondial de la réassurance. Agir très vite pour diminuer très fortement nos émissions de gaz à effet de serre est donc une question vitale.

## Impulser une métamorphose

Ce n'est pas en améliorant la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique. Ce n'est pas en mettant quelques rustines à un système qui s'effondre qu'on va construire une nouvelle société. Pour sortir de la crise, il faut impulser une vraie métamorphose.

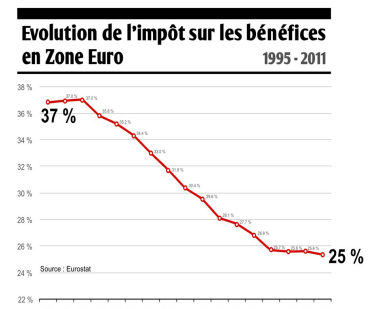
## UNE NOUVELLE DONNE ÉCONOMIQUE

La cause fondamentale de la crise vient de la forte baisse de la part des salaires dans le PIB, il n'est pas efficace d'augmenter les impôts de l'ensemble des citoyens qui gagnent si peu. Il y a d'autres moyens d'aller vers l'équilibre des finances publiques.

### Proposition 1 : Créer un impôt européen sur les bénéfices des entreprises

En Europe, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices est passé de 37 à 25 % en 15 ans. Contre 40% aux États-Unis.

Nous voulons créer un impôt européen sur les bénéfices non réinvestis. Financer le budget européen par des ressources propres (impôt européen sur les bénéfices, écotaxe...) permettra à la France de garder les 21 milliards qu'elle "donne" chaque année au budget





européen. 21Mds de marge de manœuvre chaque année ! Cet impôt diminuerait aussi les tentations de tourisme fiscal en limitant les disparités entre états de la zone Euro.

### **Proposition 2 : Redonner de l'oxygène aux États en finançant la vieille dette publique à 1%**

Pour sauver les banques, la Banque centrale européenne a mis 1.000 milliards sur la table au taux de 1%. Aux Etats-Unis, la banque centrale a mis la même somme au taux de 0,01%. A l'inverse, l'Italie, la Grèce ou encore la France empruntent à des taux entre 5 et 10 %. Pourquoi les Etats devraient-ils payer des taux plus élevés pour financer leurs dettes anciennes ? Nouvelle Donne propose + article Rocard/Larrousurou

### **Proposition 3 : Boycoter les paradis fiscaux**

Le manque à gagner dû à « l'optimisation fiscale » - le mot doux pour dire « évasion fiscale » - représente pour la France 40 à 50 milliards d'euros chaque année. Nouvelle Donne modifiera le code des marchés publics pour qu'aucune banque, aucune entreprise industrielle ne puisse concourir à un marché public si elle utilise les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt.

### **Proposition 4 : Mettre fin au secret bancaire**

Adopter en France une loi FATCA semblable à celle votée aux États-Unis qui oblige l'ensemble des banques voulant commercer sur le territoire national à donner aux services fiscaux l'ensemble des informations qu'elles possèdent sur les ressortissants français. Au 1<sup>er</sup> juillet 2014, il n'y aura plus de secret bancaire suisse pour les autorités américaines. Les États-Unis ont voté cette loi, la France l'a signée. Pourquoi la France n'adopterait-elle pas une loi similaire pour lutter aussi contre l'évasion fiscale ?

### **Proposition 5 : Rendre l'impôt plus simple et plus progressif**

Cette réforme que défend Thomas Piketty est nécessaire et acceptable par tous si on retrouve des marges de manœuvre et une certaine sérénité. Ce qui suppose d'agir d'abord sur les leviers précédents.

## **UNE NOUVELLE DONNE SOCIALE ET POUR L'EMPLOI**

### **Proposition 6 : Stopper l'hémorragie des licenciements**

Quand une entreprise est en difficulté, les licenciements secs ne sont pas la seule réponse. En s'inspirant de ce qui se fait déjà au Canada et en Allemagne, Nouvelle Donne propose de garder l'ensemble des salariés en baissant le temps de travail et en maintenant 95 % du revenu.



### **Proposition 7 : Sécuriser les chômeurs et précaires**

Pour sécuriser les chômeurs et précaires, Nouvelle Donne propose de maintenir 90 % du revenu des salariés tombés au chômage, mais aussi des artisans et des patrons de PME, pendant 4 ans à la condition qu'ils soient à la recherche d'emploi ou en formation pour acquérir de nouvelles compétences, comme cela se fait au Danemark.

### **Proposition 8 : Créer un bouclier vital**

Pour empêcher que de plus en plus de personnes tombent dans la pauvreté, Nouvelle Donne propose de s'engager au niveau européen dans l'étude et la mise en place progressive d'un revenu de base inconditionnel, comme un outil pour offrir à terme à chaque personne dans l'Union Européenne, le droit inconditionnel à la sécurité de ses besoins matériels de base, propre à lui assurer une vie en dignité et une pleine participation à la société.

### **Proposition 9 : Investir dans une politique ambitieuse du logement**

Pour financer la construction de nouveaux logements, Nouvelle Donne propose d'utiliser les 34 milliards du Fonds de réserve des Retraites comme cela se fait au Pays-Bas plutôt que de les placer sur des marchés financiers. Utiliser ce fonds ne suffira pas à résoudre l'ensemble de la crise du logement en France mais permettra d'« amorcer la pompe » avant d'activer d'autres leviers. Nouvelle Donne propose donc d'obliger de nouveau les assurances à utiliser une part de l'épargne qu'elles collectent chaque année pour financer la construction de logement comme elles l'ont fait pendant longtemps.

Il manque aujourd'hui environ 800.000 logements en France. Combler ce déficit prendra plusieurs années, raison suffisante pour s'y mettre sans plus tarder ! Si l'on construisait suffisamment de logements, on pourrait envisager le même niveau de loyer qu'au Pays-Bas ou qu'en Allemagne. Chaque ménage vivant dans 70 m<sup>2</sup> économiserait ainsi près de 280 euros de loyer par mois !

Autant de pouvoir d'achat en plus. Au lieu de supprimer 40.000 emplois dans l'année qui vient comme le prévoit le patronat du bâtiment, une politique ambitieuse du logement pourrait au contraire créer 150 ou 200.000 emplois.

## **UNE NOUVELLE DONNE POUR ENTREPRENDRE**

### **Proposition 10 : Harmoniser les règles sociales européennes**

Pour lutter contre les délocalisations, Nouvelle Donne propose d'harmoniser l'ensemble des règles sociales en Europe pour que les mêmes règles s'appliquent partout et que les entreprises ne soient plus tentées d'aller s'installer dans un pays voisin où les salaires sont plus faibles et les règles moins contraignantes.



En 2007, Angela Merkel affirmait déjà devant tous les chefs d'État réunis à Berlin qu'il fallait un Protocole social. Nicolas Sarkozy l'a refusé. Nous avons assez perdu de temps, il est urgent de négocier un traité de convergence sociale (Cf plus bas Nouvelle Donne pour l'Europe).

### **Proposition 11 : Négocier un nouveau partage du temps de travail**

Nous sommes de plus en plus nombreux sur la planète mais grâce au progrès technique et à la mécanisation, nous avons besoin de moins en moins de gens pour produire autant voire plus qu'avant. Nous devons réinventer notre rapport au travail tout au long de la vie pour que tout le monde ait une activité et un revenu décent.

Nouvelle Donne propose de négocier un nouveau partage du temps de travail. Il ne s'agit pas de « travailler moins » mais d'être plus nombreux à travailler, plus nombreux à avoir un revenu décent, plus nombreux à cotiser. Plus nombreux aussi à bénéficier d'un nouvel équilibre entre travail et vie privée.

*« L'administration Obama doit faire une réforme fiscale pour baisser le temps de travail et créer des emplois sans baisser les salaires », écrit Robert Reich. Même aux États-Unis, l'ancien Ministre du travail de Bill Clinton relance le débat sur le temps de travail : il montre que les délocalisations n'expliquent qu'une très faible part des destructions d'emplois (10 à 15%). L'essentiel du chômage vient des gains de productivité colossaux que nous avons réalisés depuis 40 ans grâce aux ordinateurs, aux robots et à la démocratisation de l'enseignement supérieur et que nous n'avons pas su partager correctement.*

### **Proposition 12 : Favoriser les entreprises responsables**

Nouvelle Donne propose de réorienter l'aide publique vers les entreprises vertueuses grâce à des critères de responsabilité sociale, financière, fiscale et environnementale harmonisés au niveau européen.

### **Proposition 13 : Favoriser la production locale**

S'inspirer des lois américains « *Buy American Act* » et « *Small Business Act* » pour réserver une partie des marchés publics (français puis européens) aux entreprises qui produisent en Europe, en favorisant à hauteur de 40% des marchés les PME, et en favorisant l'usage de monnaies locales complémentaires.

## **UNE NOUVELLE DONNE POUR LA SANTÉ DE LA PLANÈTE ET DE SES HABITANTS**

L'humanité vit au dessus des moyens de la planète en l'exploitant comme si ses ressources étaient illimitées. Notre système économique basé sur le court-termisme ne prend pas en compte les dégâts qu'il crée sur l'environnement et la santé des hommes, ni les déséquilibres de la faune et de la flore.



### **Proposition 14 : 1.000 milliards pour sauver le climat**

Comment financer les travaux d'isolation de nos domiciles, de nos bureaux et de nos usines ? Comment développer de nouveaux moyens de locomotion nettement plus économes en énergie ? Sachant que le financement par une écotaxe ne sera jamais suffisant, comment dégager des financements à la hauteur des enjeux ? Pour sauver les banques, on a mis 1.000 milliards sur la table. Pourquoi ne pas en faire autant pour sauver le climat ?

Nouvelle Donne demande que soit négocié un Pacte Européen qui permettrait de mettre 1.000 milliards pour sauver le climat. Tous les États disposeraient chaque année d'un droit de tirage de 1% du PIB pour financer les investissements nécessaires à la lutte contre le dérèglement climatique. Chaque année, la France pourrait ainsi emprunter 20 milliards à taux 0 auprès de la Banque Européenne d'Investissement pour financer sa transition énergétique. Une étude du CNRS indique qu'une telle politique pourrait créer 200.000 emplois dans notre pays.

Entre 2001 et 2011, on a créé en Europe 2.684 milliards d'euros (source Banque Centrale Européenne). Ce sont d'abord les banques privées qui ont créé de la monnaie pour alimenter leurs clients. Puis la Banque centrale a créé de la monnaie pour sauver les banques privées. En 10 ans, près de 2.700 milliards ont été créés *par* ou *pour* les banques privées. N'est-il pas URGENT que la création monétaire soit remise au service du bien commun et d'une des urgences du moment, la sauvegarde du climat ?

### **Proposition 15 : Développer les circuits courts et l'agriculture biologique (en particulier par la commande publique pour les cantines scolaires)**

### **Proposition 16 : Lutter contre l'obsolescence programmée**

Pour préserver les ressources naturelles, sauver le climat et réduire nos déchets, Nouvelle Donne propose d'imposer aux fabricants de rallonger les durées de garantie légales pour tous les produits industriels vendus en France.

### **Proposition 17 : Améliorer la qualité de l'air**

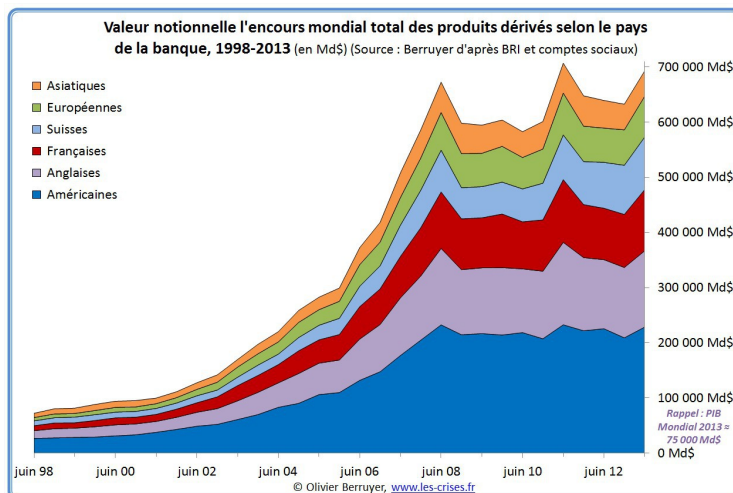
Nouvelle Donne souhaite imposer au niveau européen des règles plus contraignantes pour lutter contre la pollution de l'air (particules fines plus ou moins chargées chimiquement) et soutenir l'innovation technologique qui y contribue (solaire, éolien, hydraulique fluvial et marin...)





## UNE NOUVELLE DONNE POUR RÉGULER LA FINANCE

Depuis 2008, les activités spéculatives des banques et des fonds de pensions n'ont pas du tout diminué.



A tout moment, une nouvelle crise financière peut éclater. Comment se fait-il qu'en 2014, les règles qui ont conduit à la crise de 2008 n'aient pas changé ?

### Proposition 18 : Séparer les banques

Pour limiter les conséquences d'un tsunami financier sur l'économie réelle, il faut voter une vraie séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires car celle votée par le PS ne sépare aucune activité et ne met pas les citoyens à l'abri d'une nouvelle crise.

Ce système de séparation des activités bancaires fut la règle générale dans tous nos pays pendant 40 ans ! Il faut y revenir. Cela éviterait que les banques d'affaires continuent de spéculer avec la garantie de l'État. Sans cette garantie, elles seraient beaucoup plus prudentes dans leurs activités.

En cas de pertes, elles devraient se tourner vers leurs actionnaires au lieu de se tourner vers l'État. En cas de crise majeure, leur faillite n'aurait qu'un impact limité sur l'économie réelle alors que l'impact sera catastrophique si banques de dépôt et banques d'affaires restent liées.

### Proposition 19 : Imposer des AMM pour les produits financiers

Comme Joseph Stiglitz, Nouvelle Donne demande que chaque nouveau produit financier qu'une banque souhaite commercialiser fasse l'objet d'une autorisation de mise sur le marché semblable aux AMM des médicaments.



### **Proposition 20 : Limiter la taille des banques**

Nous proposons que soit limitée la taille des banques afin qu'il n'y ait plus en France aucune banque faisant courir un risque systémique à notre pays. Il faut également interdire les retraites-parachutes comme le peuple suisse l'a décidé par référendum.

### **Proposition 21 : Socialiser le secteur bancaire**

Nouvelle Donne propose qu'une partie du secteur bancaire soit socialisée, c'est à dire que son conseil d'administration ne soit pas composé uniquement de représentants des actionnaires (ni uniquement de l'État, comme en cas de nationalisation) mais qu'il soit ouvert aux représentants de l'intérêt général du pays : représentants des PME, des salariés, des associations, des élus, etc.

### **Proposition 22 : Taxer les bénéfices financiers**

Pour combattre la spéculation, il faut mettre en place une taxation dégressive sur les bénéfices financiers : une taxe à 90 % pour les profits réalisés en moins d'un jour mais qui baisserait progressivement jusqu'à 1 % pour les bénéfices réalisés avec des investissements conservés plus de 12 ans. Notre pays attirera ainsi les investisseurs de long terme et inciterait les spéculateurs à partir déstabiliser d'autres pays.

## **NOUVELLE DONNE DÉMOCRATIQUE**

Après la chute de Ceausescu, le Conseil de l'Europe a conseillé aux élites roumaines de s'inspirer des institutions françaises pour rédiger leur nouvelle Constitution car après 20 ans de dictature, certains pensaient qu'un passage direct à la démocratie était trop risqué. Il est temps d'en finir avec cette monarchie constitutionnelle qui ne dit pas son nom, ce Parlement aux ordres, ce premier ministre doublon.

### **Proposition 23 : Séparer les mots « carrière » et « politique »**

Nouvelle Donne propose un non cumul très strict des mandats, y compris dans la durée afin de construire un nouveau statut de l'élu et faciliter le retour de chacun à la « vie normale » après son engagement politique.

### **Proposition 24 : Instaurer la Loi d'Initiative Citoyenne (L.I.C.)**

Nouvelle Donne propose que tout texte conforme à la Convention Européenne des Droits de l'Homme ayant recueilli 300.000 signatures doit être débattu par le Parlement au même titre qu'un projet de loi venant du gouvernement dans l'année qui suit son dépôt.



### Proposition 25 : Instauration des Référendums citoyens

Nouvelle Donne propose que tout texte conforme à la Convention Européenne des Droits de l'Homme ayant recueilli 500.000 signatures peut être soumis à référendum.

## NOUVELLE DONNE POUR L'EUROPE

L'Europe est à deux doigts du KO : les citoyens ont l'impression que, non seulement, l'Europe ne les aide pas à sortir de la crise mais que les règles imposées "par Bruxelles" aggravent la situation. Ils ont le sentiment que ce "machin" fonctionne sans eux et parfois contre eux. L'Europe sociale est toujours remise à plus tard.

### Proposition 26 : Construire une nouvelle Europe

Pour reprendre la main au niveau européen, Nouvelle Donne affirme qu'il est nécessaire de négocier de nouveaux Traités avec **un groupe restreint de pays** partageant réellement les mêmes objectifs. Ce n'est pas à 28 ou 29 qu'on va avancer mais plutôt avec une dizaine de pays que nous pourrions construire une Union correspondant à nos objectifs : protéger notre modèle social et nous donner les moyens de changer les règles de la mondialisation.

Tout comme il a fallu 3 ans à Margaret Thatcher et aux libéraux pour changer le cours de l'Europe avec leur révolution néo-libérale au début des années 80, Nouvelle Donne se donne 3 ans pour provoquer une contre-révolution et remettre à l'endroit ce que 30 ans de dérégulation ont mis sens dessus-dessous.

Et la France doit annoncer que, si, en 3 ans, on n'a pas reconstruit une Europe conforme aux valeurs de coopération, d'innovation et de justice sociale, elle cessera de payer sa part du budget européen (il doit être financé par un impôt européen sur les bénéfiques et non plus par les peuples) et pratiquera la politique de la chaise vide comme l'a fait de Gaulle en son temps.

### Proposition 27 : Pas de nouveau Traité européen sans référendum

Construire l'Europe dans le dos des peuples n'est plus possible. Il faudra que tous les peuples concernés par cette nouvelle Europe soient **consultés le même jour par référendum** pour savoir s'ils approuvent ou non les nouveaux Traités.

Cette proposition d'un référendum paneuropéen est née en Allemagne en 2012. Elle a rapidement fait l'unanimité des dirigeants allemands. C'est un tabou majeur qui est tombé puisqu'aucun référendum n'a été organisé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Il est troublant que les « élites » françaises, traumatisées par les résultats du dernier référendum, n'aient même pas le courage de reprendre cette proposition. Aux yeux de Nouvelle Donne, ce serait une erreur tragique que de refuser cette idée d'un référendum paneuropéen et de continuer les petits arrangements dans le dos des peuples.



## Proposition 28 : Pas de nouveau Traité sans Traité de l'Europe sociale

« Votez Oui à Maastricht et on se remettra au travail tout de suite sur l'Europe sociale » affirmait Jacques Delors avant le référendum sur Maastricht en 1992. Il reconnaissait que le traité était très insuffisant en matière sociale mais demandait aux citoyens de ne pas casser la dynamique européenne. Le Oui est passé de justesse.

Vingt ans plus tard, alors que la crise sociale s'aggrave dans tous nos pays, les traités européens sont de nouveau en discussion. En matière sociale, les peuples ne peuvent plus se contenter de promesses. Il faut passer aux actes.

En 2003, un projet de Traité social avait reçu le soutien d'un grand nombre de personnalités : aussi bien Stéphane Hessel ou Jacques Delors que José Bové, Bronislaw Geremek (ancien ministre polonais), Enrique Barón Crespo (président du groupe socialiste au Parlement européen), Jean Daniel, Susan George, Bruno Trentin (président du plus grand syndicat italien), quelque 250 parlementaires et des milliers de citoyens issus de toute l'Union.



Pour demander à la Convention Giscard qui rédigeait la Constitution européenne d'intégrer ce Traité social, le président de la Commission, Romano Prodi, avait reçu Pierre Larrouturou, Elio di Rupo (actuel premier Ministre belge) et une délégation des signataires. Devant tous les médias, Prodi souligna avec force l'importance de notre démarche : « *Ce sont des critères tout à fait réalistes. C'est seulement une question de volonté politique.* »

Giscard n'avait pas voulu intégrer le Traité social mais ce combat reste plus que jamais d'actualité. Il est fondamental que la France et l'ensemble des progressistes européens agissent ensemble, avec force, pour imposer un traité social dans la négociation. Il n'y aura pas d'Europe forte sans soutien des opinions publiques : pas d'Europe politique sans Europe sociale.

Entre 1981 et 1984, la construction européenne fut retardée par une dame, Margaret Thatcher, qui exprimait très fortement ses priorités. « *I want my money back* » (*rendez moi mon argent*) dit-elle en tapant du poing sur la table jusqu'à obtenir gain de cause.

En 2014, pourquoi les citoyens ne diraient-ils pas, avec autant de force, quelles sont leurs priorités ? « *We want democracy! We want social progress!* » (Nous voulons la démocratie. Nous exigeons le progrès social!)

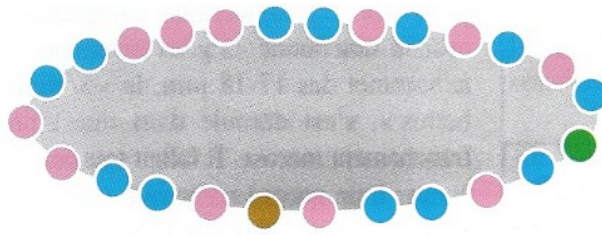
## Proposition 29 : Une Europe vraiment démocratique

« *L'élargissement rend indispensable une réforme fondamentale des institutions*, affirmait Joschka Fischer, le ministre allemand des Affaires étrangères, le 12 mai 2000. *Avec les institutions*



*actuelles, comment parvenir à agir ? Comment éviter que les compromis soient de plus en plus étranges et que l'intérêt des citoyens pour l'Union ne finisse par tomber bien en dessous de zéro ? Il existe une réponse toute simple : le passage à un système entièrement parlementaire. »*

Dans un système intergouvernemental, sur une question importante, mettre un chef d'état ou le ministre qui le représente en minorité est quasi impossible car c'est prendre le risque d'humilier tout son pays. De ce fait, il faut que les vingt-huit soient d'accord, à l'unanimité, pour que l'on change le contenu d'une politique.



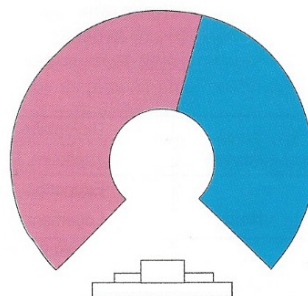
**La paralysie est assurée.** Ce sont les technocrates ou les marchés qui font la loi.

Si l'on adoptait un système parlementaire, comme le proposaient les Allemands en 2000, des députés européens de tel ou tel pays pourraient être mis en minorité sans drame national puisque d'autres députés européens du même pays seraient, eux, dans la majorité... C'est bien un débat politique qui est tranché dans un Parlement et non un combat entre nations.

Tous les 5 ans, le vote des citoyens aurait une influence directe et immédiate sur les politiques européennes – comme le vote des citoyens lors des élections législatives ou présidentielles dans chacun de nos pays.

Continuer avec institutions conçues il y a 60 ans pour 6 pays ne fera naître une Europe démocratique.

Passer à un fonctionnement parlementaire interviendrait sur les questions sur lesquelles un pays isolé n'a plus vraiment de souveraineté, celles sur lesquelles nous devons nous unir pour être efficaces : défense, diplomatie, monnaie, recherche, sécurité intérieure, environnement, régulation de la mondialisation financière, fiscalité.





Construire une Europe politique ne va pas nous obliger à des "abandons de souveraineté". Si l'Europe a un fonctionnement vraiment démocratique, c'est au contraire le meilleur moyen de retrouver une souveraineté réelle dans des domaines où elle nous échappe aujourd'hui.

Répétons-le : ce n'est pas à 28 que nous pourrons construire cette Europe mais plutôt à quelques pays qu'il faut avancer. Les autres nous rejoindront plus tard s'ils le souhaitent mais nous ne pouvons pas laisser exploser l'Europe simplement parce que quelques dirigeants ne veulent pas d'une intégration politique ou d'une Europe sociale.

### **Proposition 30 : Rééquilibrer les règles du commerce mondial**

Les mêmes valeurs qui nous poussent à agir contre l'injustice sociale et contre le déficit de démocratie en France et en Europe doivent nous pousser aussi à agir avec beaucoup plus de force pour **rééquilibrer les règles du commerce mondiale** en matière sociale, environnementale et pour le respect des Droits humains aux quatre coins de la planète, en lien avec tous les citoyens, ONG et forces politiques qui portent ces combats.

L'Europe est la première puissance économique mondiale. Elle a donc une vraie capacité d'action. Nouvelle Donne demande que l'Europe entame des négociations avec la Chine pour obliger la Chine à respecter les 22 conventions sociales qu'elle a signées à l'OIT avant d'être admise à l'OMC (semaine de 44 heures, droit à un salaire décent, droit à un logement décent...).

Vu la gravité de la crise sociale et de la crise politique en Chine, il serait dangereux de mettre en place une politique de fermeture de nos frontières brutales et immédiates mais il n'est pas possible de laisser les entreprises installées en Chine maltraiter leurs salarié-es et défigurer leur environnement. Voilà pourquoi l'Europe doit annoncer qu'elle taxera les produits chinois arrivant sur son territoire d'ici 3 ou 4 ans si la Chine ne respecte pas les conventions sociales qu'elle a signées à Genève ainsi que certaines normes environnementales. Le fruit de cette taxe sera à disposition des salariés chinois.

### **Proposition 31 : Créer une Organisation mondiale de l'agriculture**

Nouvelle Donne propose la création d'une Organisation mondiale de l'agriculture qui veillerait au respect du principe de souveraineté alimentaire des peuples et à la régulation des marchés agricoles pour éviter des flambées des prix liés aux fluctuations des récoltes et à la spéculation.

Cette organisation devra agir pour soutenir et développer les agricultures vivrières des « Pays les Moins Avancés », pour assurer une nourriture accessible et équilibrée aux populations rurales et limiter les migrations vers les mégapoles destructrices de lien social.

Dans les pays agricoles « plus développés », il faut pénaliser les itinéraires techniques basés sur les monocultures ou les assolements réduits et revenir à des systèmes d'assolement plus longs et plus variés autorégulateurs vis-à-vis des parasites et donc moins consommateurs d'intrants chimiques.



## REPRENDRE LA MAIN

*« La civilisation, la vraie, se construit non sur des complicités faciles, des démissions, des esclavages mais sur des refus, des ruptures. »,* disait Théodore Monod.

Pour éviter un effondrement de l'Europe et de notre système démocratique qui ne fonctionne pas si mal pour peu qu'on arrête de le corrompre par laisser-fairisme et de le maltraiter par fainéantise, nous devons être capables de décider ensemble de réformes concrètes pour *rompre* avec un modèle économique qui nous amène dans le mur, remettre à l'endroit tout ce que 30 ans de dérégulation a mis à l'envers, inventer l'avenir. Comme il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre, à nous de reprendre la main.